



Contribution à la consultation publique Énergie Lundi 21 décembre 2023

Bonjour,

Notre association, membre de FNE Normandie et de France Nature Environnement au niveau national, est, au delà des gros efforts de sobriété indispensables, fondamentalement pour la réduction de l'usage des énergies fossiles mais aussi des énergies fissiles éthiquement (et maintenant économiquement) insoutenables. Dans ce cadre, le développement des ENR est indispensable et nous sommes favorables aux projets ayant le maximum d'effet de réduction des GES avec un minimum d'impact biodiversité, sujet majeur de préoccupation de nos associations face à la 6ème extinction !

Nous sommes donc

- plutôt favorables au développement de l'éolien et soutenons plutôt le développement de parcs éoliens en mer du fait de leur efficacité énergétique, nous sommes bien sûr vigilants sur leur lieu d'implantation, idem en éolien terrestre, favorables mais en évitant les risques biodiversité majeurs (oiseaux, chiro, ...)

- très favorables au développement du PV bien sûr avant tout sur les toitures et aires artificialisées, à voir au cas par cas / risque biodiversité sur les friches ou délaissés qu'ils soient d'origine industrielle ou agricole, à voir éventuellement sur les terres agricoles de façon limitée mais acceptable si compatible avec la production agricole voire même améliorante d'un point de vue environnemental / production existante (ex passage en bio, retour à la prairie, ...)

- pas opposé à la méthanisation en étant vigilants sur les intrants en particulier les cultures dédiées, nous ne soutenons pas les méthaniseurs en appui à l'élevage intensif hors sol tel que la plupart des porcheries industrielles mais soutenons la valorisation des effluents d'animaux temporairement mis à l'abri en hiver et à l'herbe le reste de l'année cependant nous préférons du gaz produit chez nous à l'importation de gaz de schistes

- les "biocarburants" que nous appellerons plutôt agrocarburants nous posent problème, en 2021 la consommation affichée est de 32,9 TWh pour 3 à 4 % des surfaces de la SAU française + importations de produits "durables" dont de l'huile de palme ... Dans les prévisions indiquées dans le plan, on voit 50 TWh de production nationale prévue en 2030-2035 et même une consommation possible de 90 TWh en 2035. On sait que l'efficacité énergétique et donc GES des biocarburants est très faible (affichage -50 % loin d'être admis dans de nombreuses études), les surfaces en cultures que l'on peut dire dédiées sont déjà très importantes (près d'un million d'hectares !!), il paraît donc impensable d'augmenter ces surfaces à l'heure de la fameuse "souveraineté alimentaire". On évoque le développement massif de la voie basée sur les déchets de culture et autres ingrédients issus de l'IAA mais manifestement on n'est pas très avancés sur le sujet puisque la 1ère mesure retenue est :

"→ Accompagner l'installation de premières implantations industrielles de production de biocarburants avancés, en particulier pour l'aviation et le maritime ;"



CREPAN



Comité Régional d'Étude pour la Protection et l'Aménagement de la Nature en Normandie
Association fédérative régionale de préservation de l'environnement en Normandie
Membre de France Nature Environnement (FNE)

Pour nous les "biocarburants" sont un leurre / émissions de GES, leur production s'accompagne de plus de la pollution liée aux intrants de synthèse utilisés en agriculture, elle est de plus économiquement soutenue par les primes PAC ! Nous entendons bien leur rôle dans le soutien des cours des productions agricoles mais cela ne doit pas excuser cette utilisation de grandes surfaces agricoles généralement de bonne qualité, où se situe la question de la souveraineté alimentaire / ce sujet ?

- nous regrettons l'absence de la géothermie dans ces scénarios, pourquoi ?

Merci de votre lecture